

LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N°. LXXXVI.

Du Mardi 22 Septembre 1789.

Suite de la séance du samedi au soir.

UN membre de la députation de Toulouse, M. Rouffillon, négociant, ayant obtenu la parole, a prié l'assemblée de lui permettre d'interrompre un moment l'ordre du jour, pour justifier les habitans de la province de Languedoc, ceux de Toulouse en particulier & le parlement, des faux bruit qu'on a répandus contre eux, touchant leur prétendue opposition aux décrets de l'assemblée nationale & la fermentation qu'on supposoit régner dans la province; il a attesté que ces bruits étoient entièrement démentis par les différentes lettres qu'il avoit reçues. Que le patriotisme du parlement n'avoit jamais été équivoque; qu'à l'égard des habitans, ils avoient formé quinze régimens d'infanterie & un de cavalerie pour protéger l'exécution des décrets de l'assemblée, & la liberté nationale, contre les

Tom. III,

E

efforts des ennemis du bien public ; que le plus grand calme régnoit à Toulouse , au milieu des fêtes qui s'y répétoient en l'honneur de la nation & de ses représentans ; qu'il n'ignoroit pas les fausses nouvelles que des personnes mal intentionnées avoient fait circuler dans sa province , & qu'il croyoit devoir en prendre occasion de remarquer qu'il devenoit tous les jours plus pressant d'accélérer , s'il étoit possible , l'ouvrage de la constitution , & d'organiser les assemblées provinciales & les municipalités du royaume. C'est à titre de justice que nous consignons ici la réfutation des calomnies inventées contre le second sénat du royaume , qui n'a cessé , ainsi que la cité dans laquelle il réside , de donner des preuves de courage & de patriotisme dans les temps les plus difficiles. Cette réfutation a été entendue avec satisfaction.

Séance d'hier.

M. le président a annoncé à l'assemblée la réponse que le roi lui avoit faite la veille ; elle est conçue en ces termes :

Versailles , le 20 septembre au soir.

« Vous m'avez demandé , le 14 de ce mois , de revêtir de ma sanction vos arrêtés du 4 août & jours suivans ; je vous ai communiqué les observations dont ces articles m'ont paru susceptibles , vous m'annoncez que vous les prendrez dans la plus grande considération , lorsque vous vous occuperez de la confection des loix de détail , qui feront la suite de vos arrêtés.

» Vous me demandez en même temps de promulguer ces mêmes arrêtés. La promulgation appartient à des loix rédigées & revêtues de toutes les formes qui doivent en procurer immédiatement l'exécution ; mais comme je vous

ai déjà dit que j'approuvois l'esprit général, & le plus grand nombre des articles en leur entier; comme je me plais également à rendre justice aux sentimens généreux & patriotiques qui les ont dictés, je vais en ordonner la publication dans tout mon royaume. La nation y verra, comme dans ma dernière lettre, l'esprit dont nous sommes animés pour son bonheur & pour l'avantage de l'état; & je ne doute point, d'après les dispositions que vous manifestez, que je ne puisse, avec une parfaite justice, revêtir de ma sanction toutes les loix que vous décréterez sur les divers objets contenus dans vos arrêtés.

Signé LOUIS.

J'accorde ma sanction à votre nouveau décret concernant les grains.

Signé LOUIS.

D'après une lettre de M. le comte de Saint-Priest, M. le commandant & les officiers de la garde de Versailles ont fait un requisitoire à la municipalité de cette ville, pour lui annoncer la nécessité d'un secours de mille hommes de troupes réglées pour la sûreté de la ville, de l'assemblée nationale & de la personne du roi. Ce requisitoire ayant été lu, M. de Mirabeau a dit que certainement les circonstances exigeoient du pouvoir exécutif toutes sortes de précautions; mais qu'une municipalité quelconque ne pouvoit pas décréter sur de pareils motifs, l'établissement d'un corps armé; il a demandé en conséquence que la lettre de M. de Saint-Priest fût connue de l'assemblée.

M. de Foucaud a observé que l'assemblée avoit décrété de permettre aux municipalités d'appeller des troupes quand elles les jugeroient nécessaires, & qu'il n'y avoit lieu de délibérer sur la demande de M. de Mirabeau.

Sans doute la présence de l'assemblée nationale à Ver-

faillies, ajoutoit M. Fréteau, a du rendre plus circonspecte la municipalité; mais des précautions sages ont pu l'engager à vouloir assurer la tranquillité publique : sa conduite à cet égard ne sauroit nous alarmer; elle doit demander le serment des troupes à leur arrivée à Versailles; d'ailleurs, un membre de l'assemblée est colonel de ce régiment; ce qui doit nous rassurer & nous empêcher d'y mettre obstacle. M. de Mirabeau a répliqué qu'il ne s'opposoit point aux mesures de la municipalité; mais l'assemblée, en statuant son décret, ne s'étoit pas interdit de connoître de ses circonstances. « J'ai demandé, disoit-il, que la lettre de M. de Saint-Pris fut connue; il faudroit s'entendre avant de se repousser.

On est allé aux voix par assis & levé, & il a été décidé qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer quand à présent sur la motion de M. de Mirabeau.

M. Rédon, l'un des secrétaires, après avoir fait la lecture du procès-verbal de samedi, a annoncé une délibération de la communauté de Cornebarrieu en Languedoc, qui annonçoit à l'assemblée nationale, que M. le marquis de Puylaroque avoit fait abandon à ses habitans, un mois avant les arrêts du 4 août, de ses droits féodaux & des arrérages, qui étoient un objet de 200 mille livres.

Ensuite il a été fait mention de plusieurs adresses, les unes d'adhésion aux arrêts du 4 août, les autres pour demander une justice royale, toutes remplies des expressions de respect & de reconnaissance pour l'assemblée nationale.

Parmi les dons que des généreux citoyens ne cessent de faire à la patrie, elle a applaudi particulièrement à celui de M. Décart, commissaire du roi & député de la Guadeloupe, qui lui a adressé la lettre suivante,

MESSIEURS,

« Il y a vingt ans que j'ai l'honneur de servir le roi ; & j'espère bien avoir le bonheur de consacrer à l'état jusqu'au dernier instant de ma vie.

» Ce n'est qu'en 1784 que j'ai cessé de servir gratuitement. Je fus, à cette époque, nommé commissaire de sa majesté, & par arrêt du conseil d'état, du 8 août de la même année, délégué aux îles de France & de Bourbon, pour la suppression du papier monnoie.

» J'obtins, à mon retour, la promesse du roi d'être placé, & en attendant cette récompense, un traitement annuel de six mille livres.

» Instruit que les bons citoyens s'occupent en ce moment de faire un don gratuit, ou du centième denier de leurs propriétés, ou du cinquième de ces mêmes propriétés, j'ai pensé que ceux qui vivent du trésor royal doivent au moins le sacrifice de la moitié de leur revenu.

» C'est pour me conformer à cette idée que je supplie l'honorable assemblée d'agréer la quittance des mille écus qui me sont dus depuis le premier juillet dernier.

» Je demande encore la permission de joindre à ce tribut la moitié du modique revenu, qui me reste libre à Guadeloupe, & qui pourra être employé comme comptant dans les fonds que la marine envoie dans cette colonie.

» En offrant la moitié du revenu dont je peux disposer, je serai trop heureux si l'auguste assemblée daigne la recevoir comme le *denier de la veuve*.

Plusieurs membres de l'assemblée ayant demandé la discussion d'une partie de la motion faite précédemment par M. Guillotin, il a demandé à poser de nouveau la question en ces termes :

1°. Tout acte émané du corps législatif constitué, auquel le roi aura refusé son consentement, ne pourra lui

être présenté de nouveau pendant la durée de la même législature.

2°. Tout acte du corps législatif constitué, pourra lui être présenté de nouveau, & cela sans aucune espèce de changement pendant la durée de la législature suivante; & le roi pourra lui refuser une seconde fois son consentement.

3°. Tout acte émané du corps législatif constitué, auquel le roi aura refusé son consentement, pourra lui être présenté une seconde fois sans, aucune espèce de changement pendant la durée de la troisième législature; & dans ce cas, le roi ne pourra lui refuser son consentement, & l'acte passera incontestablement en loix.

Plusieurs débats se sont élevés sur ces articles. M. Casals trouvoit que le décret étoit en contradiction avec celui que l'assemblée nationale a accordé au roi par le *veto suspensif*.

M. de Cusine vouloit une addition qui, seroit de dire, que le pouvoir constituant pourroit faire un changement après la seconde présentation. Mais M. Fréteau soutenoit que c'étoit prolonger, que de s'arrêter à la proposition de M. Casals; qu'il falloit passer tout de suite à la discussion de la rédaction de M. Guillotin, & que tout sollicitor a ne pas perdre un moment pour parvenir enfin au but de la constitution, dont la nécessité se faisoit sentir à tous les instans par les malheurs publics.

M. Casals demandoit encore que dans la motion le mot *constitué* en fut retranché, & M. Desmeuniers, qui n'y trouvoit point d'équivoque, vouloit qu'on allât à la discussion.

M. de Volney demandoit que l'on décidât comment la suspension seroit prononcée par le roi, tacitement ou expressément; M. Guillotin a répondu que le plan du comité en contenoit la formule. M. de Mirabeau insistoit

fortement pour que cette question, plus importante qu'on ne sembloit le penser, fut discutée. Cette demande a donné lieu à des débats aussi longs que stériles, & la lecture d'un procès-verbal du 14 août a fait décider que la discussion étoit formée sur cet objet.

Alors on a proposé d'aller aux voix sur la question s'il falloit accorder au refus suspensif une ou plusieurs législatures.

Cette rédaction étoit aussi obscure que contraire à l'expédition des délibérations. M. Bouche a demandé si par ces mots, une législature, on entendra celle qui fait la loi ou celle qui suivra.

M. Franconville proposoit de substituer les mots, *une législature intermédiaire*, pour développer plus clairement la question à délibérer.

M. le président a posé alors la question en ces termes :

Le droit suspensif cessera-t-il à la seconde ou à la troisième législature? Il a expliqué que par la première législature on entendoit celle qu'il proposoit.

L'amour du bien & le desir de terminer toute discussion sur cet objet, a engagé l'assemblée à décider par une grande majorité, qu'elle admettoit plusieurs législatures. L'appel nominatif a été fait. 728 voix ont été pour décider que le refus suspensif cessera à la seconde législature. 224 voix vouloient qu'il cessât à la première. Dix votans n'ont point eu d'avis.

L'expérience & le temps peuvent seuls nous apprendre les avantages ou les inconvéniens de ce décret.

On a annoncé que le comité des *sept*, nommé pour la rédaction de la déclaration provisoire sur les matières criminelles, étoit prêt à faire son rapport au premier moment libre.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 f. franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement commencera au quatre-vingt-onzième numéro, & finira au cent-vingtième; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne feroient pas reçues.